l'appel des motions, afin de permettre au ministre de faire une déclaration. Ce consentement lui est-il accordé à l'unanimité?

Des voix: Non.

M. l'Orateur: Il n'y a pas consentement unanime.

M. MacDonald: J'invoque de nouveau le Règlement, monsieur l'Orateur. Je n'ai pas demandé qu'on fasse une déclaration à l'appel des motions, mais qu'on réponde à ma question ou qu'on nous dise si l'on est prêt à faire une déclaration ici, à la Chambre.

M. l'Orateur: Là encore, il faudrait que la Chambre y consente à l'unanimité. Nous avons déjà dépassé la période réservée aux questions et certains députés attendent encore l'occasion de poser leurs questions.

Une voix: Sur le même sujet.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je reconnais l'importance de la question du député d'Egmont. On pourrait peut-être lui accorder la priorité demain et donner au ministre l'occasion de faire une déclaration.

M. MacDonald: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Pouvons-nous compter sur la présence du secrétaire d'État ici demain? Vu le manque d'enthousiasme du gouvernement, nous ne savons jamais quels ministres seront présents à la Chambre.

M. l'Orateur: Passons à l'ordre du jour.

• (3.50 p.m.)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

LA LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

MESURE PORTANT SUR LA RÉMUNÉRATION ASSURABLE, LA COMMISSION, LES PRESTATIONS, LES COTISATIONS, L'APPLICATION, ETC.

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail) propose: Que le bill C-229, concernant l'assurance-chômage au Canada, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

—Monsieur l'Orateur, le bill C-229 est une mesure qui tend à modifier de nouveau la loi sur l'assurance-chômage mais, pour la première fois peut-être, bien plus en profondeur que les autres modifications ne l'ont fait. Je ne veux pas m'étendre sur l'historique de la loi existante. Le bill à l'étude est volumineux et il serait trop long d'en faire un exposé complet. J'espère, cependant, qu'au cours du débat tendant à la deuxième lecture et peut-être dans mes remarques de clôture, je parlerai comme il convient de ce bill conçu, à mon avis, pour améliorer le sort de tous les travailleurs canadiens.

Je voudrais rappeler à la Chambre que la loi sur l'assurance-chômage existe depuis 1941, ce qui fait pres-

que 30 ans. C'est une des lois les plus stables de notre histoire et nous avons tous pu nous familiariser avec elle. Je crois bien qu'il s'agit d'une des mesures de législation sociale les plus progressistes jamais présentées au Canada. Il vaut la peine de noter qu'en 1941, lorsque le Canada a mis en vigueur l'assurance-chômage, le maximum de la rémunération assurable était fixé à 2,000 dollars par année. On peut voir comme la situation a changé depuis, car même la loi actuelle que nous proposons de modifier prévoit un maximum de 7,800 dollars.

Avant d'entrer dans le détail des modifications projetées, je voudrais rappeler le travail du comité permanent qui a examiné le Livre blanc publié il y a plusieurs mois et déposé à la Chambre, même si ce ne fut pas nécessairement dans cet ordre. De ce comité, qui a siégé plusieurs mois durant et a été saisi d'une soixantaine de mémoires de la part du salariat et du patronat, nous avons reçu un rapport unanime, qui fut déposé à la Chambre, et où l'on trouve au moins sept recommandations en vue d'une amélioration.

M. Alexander, Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. J'espère que le ministre ne m'en voudra pas de l'interrompre. Selon lui, le rapport du comité aurait été adopté à l'unanimité. Je ne voudrais pas être dans la situation où s'est trouvé il y a quelque temps le président du comité permanent. Je dois dire que le rapport fut adopté sur division, afin d'éviter toute méprise à ce sujet.

L'hon. M. Mackasey: J'accepte cette mise au point, monsieur l'Orateur. Je ne supposais nullement que les membres du comité refuseraient tout amendement. Je n'étais pas au courant du rapport minoritaire, mais nous ne savons jamais ces choses à l'étape du comité et de la deuxième lecture. Néanmoins, tout en acceptant les réserves du député, je suis d'avis que le comité mérite des félicitations de la Chambre des communes car, si j'ai bonne mémoire, ses membres ont renoncé à une partie de leurs vacances d'été pour se réunir ici à Ottawa, contrairement à la plupart de leurs collègues, et entendre les mémoires des représentants du salariat, du patronat et de divers groupes. Même si le rapport n'est pas aussi unanime que je le croyais, il n'en est pas moins un reflet de l'excellent travail du comité.

Il y a une règle dont nous n'avons pas dévié dans le bill à l'étude, c'est que la nouvelle législation concernera un groupe particulier de Canadiens, ceux que l'on peut considérer essentiellement comme membres de l'effectif de travail au Canada. Ils ont comme trait distinctif, naturellement, de faire partie de cet effectif mais perdre périodiquement leur gagne-pain de façon provisoire. En d'autres termes, l'assurance-chômage n'a jamais été destinée à résoudre les problèmes des chômeurs chroniques ni de ceux se trouvant sans emploi pendant des périodes prolongées. Ces malchanceux doivent avoir recours à d'autres programmes pour obtenir l'aide financière qui leur est nécessaire. Cette situation particulière n'a subi aucun changement notable.

Le bill à l'étude reflète dans une large mesure les recommandations contenues dans le rapport du comité en tenant compte de beaucoup des recommandations faites par ce comité à la Chambre. Si quelques-unes n'y figurent pas—ce que j'expliquerai ultérieurement au comi-